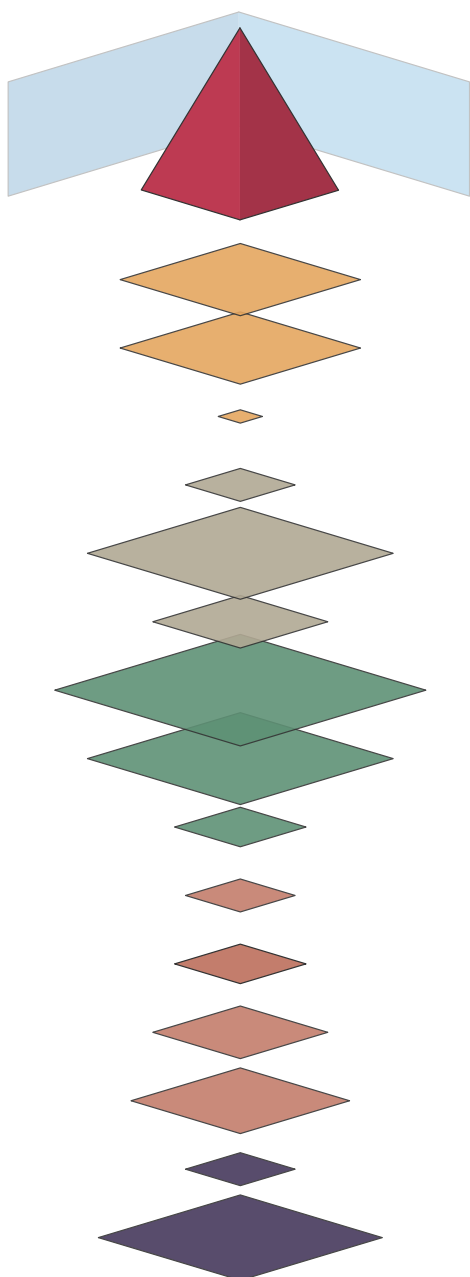
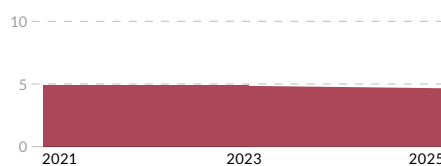


 **GABON**



 **4.70** ↘0.15  
**SCORE DE CRIMINALITÉ**

120<sup>e</sup> sur 193 pays ↘11  
38<sup>e</sup> sur 54 pays africains ↘5  
8<sup>e</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale ↘1



 **MARCHÉS CRIMINELS** **4.50** ↘0.10

TRAITE DES PERSONNES	5.50	0.00
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	5.50	0.00
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	1.00	0.00
TRAFIC D' ARMES	2.50	↘2.00
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	7.00	0.00
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	4.00	↗1.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	8.50	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	7.00	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	3.00	0.00
COMMERCE D' HÉROÏNE	2.50	0.00
COMMERCE DE COCAÏNE	3.00	0.00
COMMERCE DE CANNABIS	4.00	0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	5.00	0.00
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	2.50	0.00
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	6.50	↘0.50

 **ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **4.90** ↘0.20

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	1.00	0.00
RÉSEAUX CRIMINELS	4.50	↘0.50
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	7.50	↘0.50
ACTEURS ÉTRANGERS	6.00	0.00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	5.50	0.00

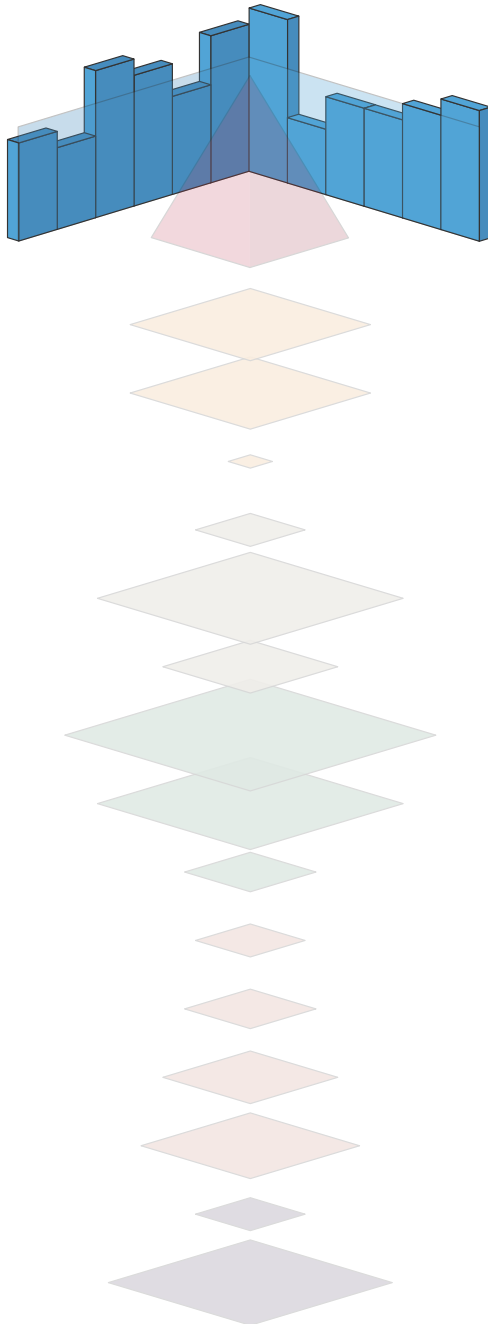


Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



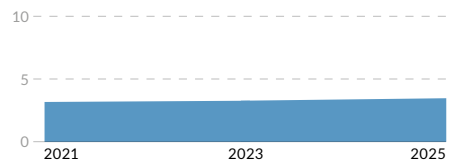
Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

 **GABON**



 **3.50**  $\nearrow 0.25$   
**SCORE DE RÉSILIENCE**

**148<sup>e</sup>** sur 193 pays  $\nearrow 11$   
**30<sup>e</sup>** sur 54 pays africains  $\nearrow 5$   
**4<sup>e</sup>** sur 11 pays d'Afrique centrale -



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	<b>3.00</b> $\nearrow 1.00$
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	<b>2.50</b> $\nearrow 0.50$
COOPÉRATION INTERNATIONALE	<b>4.50</b> $\searrow 0.50$
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	<b>4.00</b> 0.00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	<b>3.00</b> 0.00
FORCES DE L' ORDRE	<b>4.50</b> 0.00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	<b>5.00</b> $\nearrow 0.50$
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	<b>2.00</b> 0.00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	<b>3.00</b> $\nearrow 0.50$
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	<b>3.00</b> 0.00
PRÉVENTION	<b>3.50</b> 0.00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	<b>4.00</b> $\nearrow 1.00$



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

Le Gabon est une destination et un point de transit pour la traite des personnes, notamment à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle, affectant principalement des victimes originaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Des réseaux criminels, composés d'acteurs nationaux et étrangers, exploitent des personnes vulnérables dans des secteurs tels que la vente ambulante et le travail domestique. Les trafiquants recourent à la coercition, à la tromperie et à une organisation logistique structurée pour déplacer les victimes à travers les frontières vers d'autres pays de destination. La corruption et la faiblesse des forces de l'ordre entravent les efforts de lutte contre la traite.

De même, le Gabon est une destination et un point de transit pour le trafic d'êtres humains, en particulier d'individus originaires d'Afrique de l'Ouest et centrale, souvent facilité par des documents falsifiés. Il existe un lien étroit entre le trafic d'êtres humains et la traite des personnes, car les passeurs, principalement originaires d'Afrique de l'Ouest, exploitent des personnes vulnérables, y compris des enfants, à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle, en particulier sur les marchés de Libreville. Ces opérations se caractérisent par une grande organisation technique structurée, les passeurs s'occupant de manière indépendante du recrutement, du transport et de la falsification de documents. Le trafic contribue à la violence locale, à la corruption et aux tensions sociales. Ce marché demeure financièrement viable et, dans certains cas, socialement toléré. Il n'existe pas de données officielles sur le racket d'extorsion et le chantage à la protection.

### COMMERCE

Le Gabon ne présente pas de risque significatif en matière de trafic d'armes, aucun incident de ce type n'ayant été signalé ces dernières années. Les groupes armés font l'objet d'une surveillance étroite, en particulier depuis le coup d'État militaire d'août 2023. Le trafic d'armes est minime et se limite principalement à la frontière avec le Cameroun, affectant davantage ce dernier pays que le Gabon. Le commerce de produits électroniques et de médicaments de contrefaçon est en progression, favorisé par une réglementation limitée et un faible risque pénal. Selon les estimations, jusqu'à un tiers des médicaments en circulation seraient contrefaits, notamment les analgésiques, les tranquillisants et les sirops contre la toux. Ce commerce est alimenté par des réseaux criminels du Cameroun, du Nigeria, du Bénin, du Mali et du Gabon, impliquant des passeurs, des vendeurs et des marchands ambulants. Les médicaments contrefaits entrent au Gabon par voie terrestre et maritime, principalement en

provenance de Chine et d'Inde. Malgré l'existence de mesures légales et les saisies, l'application de la loi demeure limitée en raison de la corruption, de la complicité et de l'acceptation par le public, de nombreux consommateurs privilégiant les médicaments contrefaits moins coûteux aux produits légitimes. Le commerce illicite du tabac et d'autres biens de consommation soumis à accise constitue également un enjeu important. Souvent interconnecté avec les produits pharmaceutiques de contrefaçon, ce commerce entraîne des pertes fiscales considérables et alimente d'activités criminelles. Les produits du tabac illicites sont facilement disponibles sur les marchés de rue, offrant des alternatives moins chères qui compromettent les politiques de lutte antitabac. Des groupes criminels organisés exploitent ce commerce à des fins de blanchiment d'argent.

### ENVIRONNEMENT

Le Gabon, grand exportateur de bois dur, est confronté à un marché significatif d'exploitation forestière illégale, alimenté par des réseaux criminels, des responsables corrompus et des acteurs étrangers. Le commerce illicite du bois coûterait au Gabon environ 1 milliard de dollars américains par an, favorisant les collusions et affaiblissant la gouvernance. Malgré les mesures prises pour endiguer ce marché, l'exploitation forestière illégale se poursuit, en particulier dans la forêt de Nkok. Les exportations de bois sont substantielles et les principaux partenaires sont la Chine, l'Europe et les États-Unis. La demande étrangère, en particulier en provenance de Chine, alimente le commerce illicite, contribuant à la déforestation et à la dégradation environnementale accrue. La corruption et la faiblesse des mesures de contrôle entravent une lutte efficace, permettant la pérennisation du marché illégal du bois et de ses effets environnementaux et sociaux.

La criminalité liée à la faune constitue un enjeu majeur. Le braconnage et le trafic, en particulier d'ivoire, affectent gravement la biodiversité, notamment la population d'éléphants. Ce marché est alimenté par des réseaux internationaux de trafic très lucratifs impliquant des acteurs du Nigeria, du Cameroun et du Tchad, qui financent et soutiennent les opérations de braconnage. Ces réseaux génèrent des profits considérables, rivalisant avec d'autres formes de criminalité organisée, et mobilisent des compétences et des moyens logistiques spécialisés pour faciliter le commerce illégal de l'ivoire. Le Gabon est confronté à une augmentation de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, notamment la pratique du prélèvement d'ailerons de requin, stimulée par la forte demande en Asie de l'Est. Cela inclut les navires industriels opérant à grande échelle pour approvisionner les marchés étrangers et les petites opérations artisanales.

Le Gabon a fait l'objet d'un nombre limité de signalements de criminalité liée aux ressources non renouvelables et est de plus en plus impliqué dans des activités illicites liées à la contrebande maritime de pétrole brut soumis à des sanctions. Le pays est devenu une destination clé pour les « navires fantômes », c'est-à-dire des navires opérant sans système d'identification actif, en particulier ceux liés aux ports russes. Son registre maritime a connu une croissance significative en 2023. Le Gabon fait également partie de la région trinationale du Dja-Odzala-Minkébé, plaque tournante du trafic illicite d'or et d'autres minéraux précieux qui servent souvent à financer des groupes terroristes en Afrique de l'Ouest et centrale, contribuant ainsi à l'instabilité régionale.

## DROGUES

Le Gabon constitue un point de transit pour le commerce d'héroïne, facilité par la porosité de ses frontières. Les récentes saisies d'héroïne à Libreville et à l'aéroport international Léon Mba illustrent cette dynamique. L'implication croissante du Gabon dans le trafic de drogue, en pleine expansion dans le golfe de Guinée, pourrait exacerber les vulnérabilités existantes. Le trafic de cocaïne semble limité, mais en croissance potentielle, avec des rapports suggérant une absence de structuration consolidée du marché. De récentes opérations des forces de l'ordre mettent en évidence la possibilité d'un commerce de cocaïne sous-déclaré, potentiellement influencé par les réseaux de trafic régionaux. Le trafic de cannabis est préoccupant, le Gabon étant une destination pour le trafic illicite en provenance de pays voisins tels que le Cameroun et le Congo. Les trafiquants empruntent des routes improvisées à travers les forêts et utilisent d'autres méthodes pour échapper à la détection. Oyem, Mitzi et Bitam sont des plaques tournantes du marché illégal du cannabis. Bien que la culture, la vente et la consommation de cannabis soient formellement interdites, ces activités persistent, ce qui indique l'existence d'un marché illicite bien établi. La nature des flux et le volume du cannabis illicite suggèrent que les efforts de répression ont eu un impact limité.

Le trafic de drogues de synthèse devient un problème préoccupant. Des acteurs locaux et étrangers, notamment originaires du Cameroun, sont impliqués dans le trafic de substances telles que le tramadol (kobolo). Le Gabon est un point de transit dans des réseaux internationaux plus vastes, et les routes du trafic passent par Bitam et rejoignent le Congo. Les trafiquants recourent à des techniques de dissimulation, telles que la dissimulation de comprimés dans des compartiments d'armoires, pour échapper aux forces de l'ordre. On constate une augmentation de la distribution de kush, une drogue synthétique combinant du cannabis et du tramadol, parfois mélangée à des substances dangereuses. Les saisies récentes mettent en évidence la demande croissante ainsi que les défis posés par ce marché illicite.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante semble limitée, avec peu d'incidents signalés et peu d'éléments indiquant une activité généralisée. Bien que des cas isolés aient été recensés, le Gabon est largement absent de la dynamique mondiale de la criminalité cyberdépendante, ce qui suggère une implication minimale en tant que cible ou source d'attaques. En 2024, toutefois, un groupe de hackers a revendiqué une attaque par déni de service ayant temporairement désactivé plusieurs dizaines de sites web gouvernementaux et officiels. Bien que des incidents mineurs aient été signalés, le paysage global de la criminalité cyberdépendante demeure probablement sous-estimé et ne montre guère de signes d'activité organisée ou coordonnée.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière est principalement imputable à de hauts fonctionnaires, en particulier dans le secteur extractif. L'ancienne élite dirigeante a longtemps été au centre d'allégations de détournement de fonds et plusieurs de ses membres font actuellement l'objet de poursuites judiciaires. Depuis le coup d'État militaire, une répression visible de la corruption a été mise en place, mais il est encore prématuré d'en évaluer les effets à long terme. La fraude financière est de plus en plus courante et les escroqueries sont souvent dissimulées sous des opportunités d'investissement légitimes. Malgré les initiatives récentes, la criminalité financière systémique représente un défi majeur.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Aucun rapport récent ne fait état de groupes de type mafieux opérant au Gabon. Des réseaux criminels moins structurés sont impliqués dans des activités illicites telles que la traite des personnes, le trafic d'êtres humains, les produits de contrefaçon et la criminalité liée à la faune sauvage.

Ces réseaux opèrent principalement à proximité des frontières et sur les marchés locaux, exploitant souvent leurs victimes ou répondant à la demande de produits de contrefaçon. Les opérations de traite des personnes et de trafic d'êtres humains présentent une dimension transnationale et entretiennent des liens étroits avec les pays voisins tels que le Cameroun et l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest. La criminalité liée à la faune sauvage et le commerce de médicaments contrefaits sont liés à des acteurs internationaux originaires de Chine et d'Inde. Bien que ces activités criminelles impliquent des acteurs locaux et régionaux, leur impact social au Gabon est relativement modéré par rapport à d'autres régions.

Les acteurs intégrés à l'État sont fortement impliqués dans la criminalité financière, et la corruption systémique ainsi que des pratiques de pots-de-vin sont largement répandues au sein du secteur public. Des membres du personnel judiciaire seraient impliqués dans des crimes liés au trafic des personnes, acceptant des pots-de-vin pour influencer

ou classer des affaires. La corruption est très répandue, en particulier dans le secteur extractif où le détournement de fonds et le blanchiment d'argent sont enracinés, et ont par le passé impliqué de hauts fonctionnaires. Des hauts fonctionnaires, y compris des individus étroitement liés à l'ancien régime, ont été accusés de détournement de fonds publics et de blanchiment d'argent par le biais d'investissements immobiliers à l'étranger. Le coup d'État militaire a entraîné des changements importants dans l'appareil étatique, suscitant un débat public accru sur la transparence et d'éventuelles réformes. Des acteurs de la criminalité étrangers originaires du Cameroun, du Nigeria et du Tchad jouent un rôle clé dans plusieurs marchés illicites, notamment dans la traite des personnes, des produits de contrefaçon et de la criminalité liée à la faune. Ils collaborent fréquemment avec des criminels locaux, formant ainsi des réseaux de criminalité organisée transnationale. Le marché de la traite des personnes et du trafic d'êtres humains est

principalement contrôlé par des ressortissants camerounais en partenariat avec des criminels gabonais. L'implication étrangère s'étend à la criminalité liée à la flore, impliquant des entreprises chinoises ainsi que d'autres entreprises basées en Asie. Les acteurs du secteur privé sont fortement impliqués dans la vente de médicaments contrefaits, qui sont distribués sur les marchés, dans les magasins et par des vendeurs ambulants. Les navires impliqués dans le trafic de pétrole brut sous sanctions et battant pavillon gabonais sont liés à une entreprise privée gérant le registre maritime du pays. Bien que le rôle des acteurs privés dans le blanchiment des profits tirés de ces activités illicites suscite des inquiétudes, on manque d'informations précises à ce sujet. Si des changements mineurs ont été observés dans les dynamiques de la criminalité organisée dans le pays après le coup d'État, celles-ci ne sont pas encore suffisamment significatives pour modifier la configuration générale de la criminalité.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le leadership politique et la gouvernance ont été profondément affectés par le coup d'État, dans un contexte de mécontentement de la population face aux difficultés économiques et à la corruption. Le gouvernement de transition a mis en œuvre des mesures de lutte contre la corruption, telles que des arrestations liées au trafic de drogue et à la criminalité financière, mais la libération de certains responsables publics condamnés a suscité des inquiétudes. Les efforts visant à rétablir les processus démocratiques comprennent des propositions de réformes électorales et de décentralisation, et une élection présidentielle a eu lieu en avril 2025. En 2024, le Gabon a organisé un référendum pour adopter une nouvelle constitution, dans un contexte d'inquiétudes quant à d'éventuelles manipulations électorales. Malgré les promesses de réforme, des défis persistent pour garantir l'intégrité politique et la responsabilité. La corruption est profondément enracinée et il existe des allégations d'application sélective de la loi et d'entraves aux procédures judiciaires. Le Gabon a mis en place des cadres juridiques pour lutter contre la corruption, notamment des campagnes ciblées ayant enregistré certains résultats, en particulier dans la réduction des pratiques d'extorsion commises par les forces de sécurité. Néanmoins, la corruption reste répandue parmi les forces de l'ordre, y compris au sein de la police et l'armée.

Le Gabon participe aux efforts internationaux de lutte contre la criminalité organisée, en ratifiant les principales conventions internationales sur la corruption, le trafic de stupéfiants et les crimes environnementaux. Des partenariats avec des réseaux mondiaux tels que la Nature Crime

Alliance et des organisations telles que le Service forestier des États-Unis contribuent au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité. Cependant, le coup d'État a entraîné des perturbations, notamment la suspension de l'aide américaine et la cessation des activités de la France dans le pays. Malgré ces revers, le Gabon demeure engagé au niveau régional, en soutenant des initiatives telles que le Plan d'action de Rabat et en réintégrant la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Le pays met l'accent sur la cybersécurité dans ses stratégies de prévention de la criminalité, en participant à des initiatives régionales de lutte contre la criminalité avec INTERPOL et AFRIPOL.

Le Gabon a promulgué des lois visant la criminalité organisée, mais des défis subsistent en matière de conformité et de mise en œuvre. Des lacunes dans le cadre législatif ont également été signalées, ce qui signifie que certains marchés criminels ne sont pas criminalisés selon les normes internationales. Les difficultés rencontrées pour adopter un Plan d'action national contre la traite des êtres humains, en suspens depuis 2019, ainsi que la non-mise en œuvre du Protocole contre le trafic illicite de migrants, mettent en évidence des lacunes dans la lutte contre certains marchés criminels. Une commission nationale créée en 2022 vise à lutter contre le trafic d'armes légères, en centralisant les efforts déployés pour traiter ces questions. Les lois sur la cybersécurité se heurtent à des difficultés de mise en œuvre. Le Code pénal prévoit des sanctions sévères pour les crimes liés à la contrefaçon de médicaments, traduisant un engagement en faveur de la santé et de la sécurité publiques. La transition

en cours vers une gouvernance démocratique comprend des réformes susceptibles de renforcer les cadres juridiques de lutte contre la criminalité organisée.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le pouvoir judiciaire est confronté à des défis importants dans la lutte contre la criminalité organisée, notamment en raison de l'absence d'unités spécialisées et de capacités techniques limitées. Son efficacité est compromise par la corruption, les retards dans le traitement des affaires et l'insuffisance des sanctions pour les infractions liées au trafic des personnes, ce qui réduit l'effet dissuasif. Le système pénitentiaire est confronté à la surpopulation, à des soins de santé inadéquats et à des conditions de détention qui ne respectent pas les normes internationales, favorisant ainsi l'environnement propice au crime organisé. Malgré les réformes mises en œuvre après le coup d'État, notamment dans les établissements pénitentiaires et en matière de libertés civiles, le cadre judiciaire global n'a connu que des changements limités. Les bouleversements politiques ont suscité des discussions sur des révisions potentielles de la législation, sans toutefois entraîner de modifications substantielles dans le cadre juridique.

Le Gabon a pris des mesures importantes pour renforcer la capacité des forces de l'ordre à lutter contre le crime organisé, notamment en mettant en place une formation militaire spécialisée sur l'exploitation illégale des ressources et le trafic de drogue, ainsi que par la création d'une unité d'analyse du renseignement criminel au sein de la police nationale. Malgré ces progrès, des défis subsistent, en particulier en ce qui concerne la traite des personnes, où les enquêtes demeurent limitées et où la corruption des forces de l'ordre pose problème. Une recrudescence de la criminalité a été observée à Libreville après la libération, en 2024, de plus de 500 prisonniers, dont certains ont récidivé. Des signalements de harcèlement et d'extorsion par des membres des forces de l'ordre à l'encontre des communautés immigrées mettent en évidence les vulnérabilités persistantes dans l'application des lois.

Le Gabon est confronté à des défis en matière de sécurité et à des opportunités de coopération à ses frontières. Il est impliqué dans un différend territorial de longue date avec la Guinée équatoriale, bien que les efforts visant à le résoudre par des voies juridiques internationales se poursuivent. Le Gabon a fait preuve de résilience dans la gestion de ses frontières, notamment en imposant des fermetures temporaires pendant les élections. Cependant, la corruption parmi les agents des douanes, en particulier le long de la frontière avec le Cameroun, contribue au trafic de bois, à la criminalité liée à la faune sauvage et à la traite des personnes. Les lacunes dans la surveillance maritime et intérieure exacerbent encore les vulnérabilités, soulignant la nécessité de renforcer les contrôles aux frontières et les mesures de sécurité pour lutter contre le commerce illicite.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Gabon est confronté à des défis importants pour lutter efficacement contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Malgré l'existence d'un cadre juridique permettant la coopération internationale, le pays souffre de l'absence d'un système centralisé de dépôt et de gestion des dossiers, ce qui limite le suivi et la coordination des données. La cellule de renseignement financier est insuffisamment dotée en ressources humaines et financières, et des contraintes budgétaires et technologiques entravent son fonctionnement. Les dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont insuffisamment mis en œuvre, avec une supervision faible du secteur financier et un taux de poursuites limité en matière de blanchiment d'argent. Après le coup d'État de 2023, le Conseil de transition a introduit des réformes visant à répondre aux difficultés économiques, mais les frustrations persistent en raison de l'inflation, du chômage et du manque de cohérence des audits.

Le Gabon a entrepris des efforts pour améliorer son climat d'investissement, en mettant l'accent sur le soutien aux entreprises légitimes, mais des défis persistent. Les cadres réglementaires, en particulier en matière d'application des droits de propriété, sont restrictifs, et les lacunes dans les mécanismes de contrôle ont permis la poursuite d'activités illicites telles que la vente de produits de contrefaçon. Malgré des prévisions de croissance économique modérée tirées par des secteurs tels que le manganèse et le bois, l'incertitude économique s'est accrue depuis le coup d'État. Le pays est confronté à des difficultés d'accès au crédit bancaire, ainsi que des problèmes persistants de corruption et d'application inégale des réglementations douanières, ce qui affaiblit la confiance des investisseurs. La création d'une zone économique spéciale à Nkok, près de Libreville, vise à attirer les investissements, mais il reste difficile de surmonter les obstacles bureaucratiques et de garantir la fiabilité des paiements publics.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Des défis persistent en matière de protection des victimes, notamment un financement insuffisant, un nombre limité de places en centres d'accueil et un accès inégal aux prestations pour les victimes étrangères. Le gouvernement finance deux refuges gérés par des ONG qui offrent des services complets aux victimes de la traite des personnes, incluant soins médicaux, assistance juridique et accès à l'éducation. Le ministère de la Santé et des Affaires sociales utilise un manuel procédural relatif à la traite des personnes afin d'améliorer l'identification et l'orientation des enfants victimes. Les lacunes en matière d'identification des victimes et de services de réhabilitation, en particulier pour les troubles liés à l'usage de stupéfiants, entravent les efforts de lutte contre la traite des personnes et de soutien aux victimes.

Le Gabon a pris des mesures pour prévenir certaines formes de criminalité organisée, en particulier dans des domaines tels que la traite des personnes, la déforestation illégale et la contrefaçon de médicaments. Le gouvernement a créé la Commission nationale pour la prévention et la lutte contre la traite des personnes, adopté un nouveau Plan d'action national pour 2024-2028 et renforcé la sécurité aux frontières. Malgré ces initiatives, les défis à relever comprennent la demande inchangée pour les services sexuels commerciaux, les contraintes budgétaires et l'insuffisance des inspections du travail. Le gouvernement a signé un protocole visant à lutter contre le trafic illicite du tabac et a mis en place un système de traçabilité du bois afin de lutter contre l'exploitation forestière illégale. Cependant, l'inefficacité des forces de l'ordre et les lacunes réglementaires permettent aux activités criminelles de prospérer, en particulier la distribution de médicaments contrefaits et la déforestation.

Les ONG jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le crime organisé, notamment la traite des personnes et la criminalité liée à la faune sauvage, grâce à des partenariats avec le gouvernement. Des organisations telles que Conservation Justice ont collaboré avec le gouvernement pour mettre fin aux activités illégales. Les ONG soutiennent également la transparence dans les industries extractives, réduisant ainsi la corruption et luttant indirectement contre la criminalité économique. Malgré les contraintes opérationnelles, les ONG défendent l'égalité de genre, la liberté de la presse et la protection des libertés civiles. Depuis le coup d'État, la junte a manifesté une certaine volonté de dialoguer avec la société civile, mais la liberté des médias reste fortement restreinte. Les ONG ont signalé d'importantes restrictions à la presse lors des élections de 2023 précédant le coup d'État. Bien que les arrestations arbitraires soient devenues plus rares et que certains journalistes exilés soient rentrés au pays, les tactiques d'intimidation persistent, notamment par le biais de convocations par les services de sécurité.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*